OBSERVATOIRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MALVERSATIONS ECONOMIQUES

OBSERVATORY FOR FIGHT AGAINST CORRUPTION AND ECONOMIC EMBAZZLEMENT

INTEGRITE EQUITE TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° .09/OLUCOME/07/2019 PORTANT SUR LA PENURIE DU CARBURANT AU BURUNDI, UNE PISTE QUI VA OCCASIONNER LA HAUSSE DU PRIX DES PRODUITS PETROLIERS ET SES CONSEQUENCES SUR LA VIE DES CITOYENS BURUNDAIS PAUVRES.

« La pénurie de carburant ne serait-il pas liée à la taxe sur carburant qui augmentera selon la loi de finances qui vient d'être promulguée et en vigueur depuis début juillet 2019 ?

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est profondément préoccupé par le manque de carburant dans les différentes stations du Burundi. Cette situation de pénurie de carburant vient de passer un certain temps et persiste de peur que cela peut être le mobile erroné des pétroliers et du Gouvernement de décider la hausse des prix des produits pétroliers comme cela s'est produit dans le passé récent. Dans le passé, tout commence par une pénurie artificielle de carburant et lorsque les pétroliers et le Gouvernement constatent réellement que la population est dans le besoin, ils augmentent le prix du carburant comme si ce n'était pas prévu dans le budget général de l'Etat. Cette pratique serait vécue actuellement par les citoyens burundais sans le savoir d'autant plus que la taxe de consommation sur le carburant va augmenter jusqu'à 202,9% selon le rapport de la cour des comptes portant sur le budget de l'Etat 2019 / 2020. Autres informations dont dispose l'Observatoire est que la Banque de la République du Burundi (BRB) manquent les devises pour importer le carburant et autres produits sensibles comme les médicaments communément appelés spécialités. Les informations nous fournies par les importateurs des produits pétroliers nous renseignent que le Gouvernement aurait une dette envers les pétroliers d'environ 60 millions de dollars américains.

2. La valeur de la monnaie burundaise se dégrade à grande vitesse ces derniers jours. Elle s'est dépréciée à hauteur de 81,1% par rapport à l'année 2015 car un dollar américain s'achetait à 1700 Fbu en 2015 contre 3080 Fbu en juillet 2019. De par ces informations et suite à la pauvreté extrême qui sévit la population burundaise, l'OLUCOME suggère au Gouvernement de prendre toutes les dispositions possibles pour approvisionner le stock stratégique de carburant au Burundi sans toutefois prétendre la hausse des prix des produits pétroliers. Les problèmes qui se trouvent dans le secteur pétrolier sont énormes, l'Observatoire voudrait rappeler quelques-uns en vue de proposer encore une fois certaines recommandations au Gouvernement.

3. Selon le rapport de la Commission Gouvernance à l'Assemblée Nationale, sur 6 sociétés importatrices des produits pétroliers au Burundi avant 2015, deux seulement (les sociétés Interpétrol et Kobil) ont continué ce travail suite à la crise politique et la carence de devises au pays. Etant donné que la vente de peu devises que le pays

possède aux importateurs est émaillée de favoritisme, le Gouvernement octroyait beaucoup de devises à la société Interpétrol par rapport aux autres sociétés importatrices des produits pétroliers, ce qui a causé la fermeture de beaucoup de sociétés selon ce rapport de la commission Gouvernance à l'Assemblée Nationale. Ce qui donne le poids aujourd'hui à cette société Interpétrol d'avoir le « monopole » dans ce secteur des produits pétroliers. L'Observatoire trouve que cette politique du Gouvernement en place tendant à laisser le monopole à Interpétrol se trouve parmi les raisons qui pousse le Gouvernement à augmenter le prix de carburant de temps en temps car un monopoleur possède un grand pouvoir dans la fixation de prix des produits qu'il vend.

4. Le Burundi est un pays enclavé qui ne produit pas de produits pétroliers et ne peut pas vivre sans avoir un stock stratégique. Dans les années antérieures, le Gouvernement prévoyait une rubrique « Fonds stock stratégique carburant » dans le budget de l'Etat dont le montant variait chaque année pour constituer un stock stratégique de carburant. Ce stock devrait permettre de réguler les prix des produits pétroliers à la pompe. Cependant, ce stock stratégique n'est pas encore constitué et l'OLUCOME se demande où vont ces montants de fonds stratégiques collectés par le Gouvernement. Cette situation conduit la population à continuer à mener une vie trop chère avec tant de problèmes alors que ce stock stratégique pouvait réguler les prix de ces produits pétroliers et par voie de conséquence ceux des autres biens et services. Actuellement, suite à cette dette de 60 millions de dollars envers les pétroliers, le Gouvernement n'a aucune marge de manœuvre au cas où l'Interpétrol pouvait estomper son activité au Burundi ou bien au cas où le Burundi pouvait tomber dans une situation de pénurie de carburant pour dire que la mise en place de stock stratégique est très nécessaire et urgent pour notre pays. L'OLUCOME pense que cette politique de vivre du jour au jour pour un pays enclavé qui ne produit pas des produits pétroliers est trop suicidaire.

5. Le Gouvernement préfère emprunter la voie routière (corridor Nord) qui est très chère pour importer ces produits pétroliers au lieu d'emprunter la voie maritime (corridor Sud) qui est moins chère en vue de réduire le prix de carburant qui pèse lourd sur la vie de la population burundaise extrêmement pauvre. De plus, le favoritisme dans la vente de devises fait défaut pour permettre la concurrence des sociétés dans l'importation de ces produits pétroliers car cette vente de devises ne suit pas les règles d'art. Les informations provenant du Ministère en charge de l'énergie, nous renseignent que le Gouvernement en place au Burundi est entré de chercher d'autres fournisseurs des produits pétroliers, mais selon toujours les mêmes informations, il se pose actuellement un problème de garantie par une banque étrangère.

6. De tout ce qui précède, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

Au Gouvernement en place :

a. de finaliser le dialogue politique piloté par l'East African Community (EAC) en vue d'attirer les investisseurs étrangers œuvrant dans le secteur des produits pétroliers ;
b. de mettre en application les indicateurs de Doing business ;
c. de mettre de nouveau la rubrique « Fonds stratégique carburant » dans le budget général de l'Etat pour constituer le stock stratégique de carburant ;
d. de mettre en place un comité national indépendant de gestion du Fonds stratégique de carburant afin que ce stock stratégique soit réellement instauré et géré suivant les normes de gestion ;
e. d'appliquer rigoureusement la loi sur les incompatibilités car certaines autorités s'ingèrent dans les activités de ce secteur pétrolier et dans la vente de devises ;
f. d'assainir l'environnement des affaires dans le secteur des produits pétroliers pour permettre qu'il y ait la concurrence des sociétés dans ce secteur au lieu de privilégier le monopole ;
g. de bien gérer peu de devises qu'il possède en les octroyant aux sociétés importatrices sans favoritisme ;
h. de toquer chez les amis du Burundi pour qu'ils aident le Burundi à avoir son stock stratégique de carburant comme il avait bénéficié les fonds nigérians ;
i. de nouer des bonnes relations avec les partenaires techniques et financiers pour qu'ils puissent continuer à appuyer le Burundi ;
j. d'emprunter la voie maritime lors de l'importation des produits pétroliers en vue de réduire le prix du carburant ;
k. de réduire les taxes sur le carburant car elles sont exorbitantes ;
l. de développer le secteur des produits exportables et diversifier ces produits dont les cultures de thé, coton, café, le tourisme, les minerais pour augmenter la quantité de devises au pays.

Fait à Bujumbura, le 18./07/2019

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

Observatoire de Lutte Contre la Corruption et les Malversations Economiques
OLUCOME
B P 6616
Tel 212113

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49
Site web: www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI